

UN AN À LA TÊTE DU PAYS - L'HEURE DU BILAN

**13 PAGES
SPÉCIALES**



La douche froide

**Tiendra-il
encore 4 ans?**

**Jugé par Gallo,
Raffarin, Mélenchon...**

**Ses 15 promesses
sont-elles tenues?**

Hollande peut-il tenir

Le chef de l'État a commencé son mandat sous la pluie. Ces douze derniers mois n'ont été que brouillard et tempête. Tous les clignotants sont au rouge. Et pourtant, François Hollande y croit. Si, si... Explications

Olivier BISCAYE
Directeur
des rédactions
obiscaye@nicematin.fr



François Hollande a tout envisagé. Cette nuit-là, le chef de l'État a pensé jeter l'éponge. Pendant quelques instants, le président de la République a voulu démissionner. Las des railleries. Agacé par les sondages, les procès en incompétence et en indécision nourris par ces quelques ministres qui lui doivent tout. Épuisé par les saillies médiatiques de ses amis les plus proches qu'il ne reconnaît plus.

Brouillard et tempête

Dans son bureau, au premier étage de l'Élysée, François Hollande a même tenté de mettre fin à son calvaire... en reprenant contact avec Nicolas Sarkozy. Pour lui céder sa place. Comme c'était le cas avant le 6 mai 2012 et la défaite de l'UMP. À cette heure tardive, le Président est tombé sur sa boîte vocale et n'a pas osé laisser de message... Une fois prochaine peut-être. Rions donc un peu, tout est faux dans cette histoire. Enfin, presque. La première année du quinquennat de François Hollande s'achève bien de manière chaotique. Si sa prise de fonctions s'est déroulée sous la pluie, les douze mois suivants n'ont été que brouillard et tempête violente. Le pays a accumulé les mauvaises nouvelles économiques et sociales (chômage record, chute de la croissance, plans sociaux à répétition, déroutés



(Photo Reuters)

Après cette première année de mandat calamiteuse, d'autres auraient envisagé de jeter l'éponge. Pas Hollande.

à Florange ou Petroplus...), les tensions entre les Français se sont envenimées (principalement autour de la question du mariage pour tous), la crise morale est passée par là (l'affaire Cahuzac n'a rien arrangé, doux euphémisme), les renoncements et les humiliations ne se comptent plus (taxe à 75 %, non-cumul des mandats, droit de vote des étrangers, rupture amicale avec l'Allemagne...). Et par-dessus le marché, le gouvernement est sérieusement à la peine. L'équipe animée par le Premier ministre Ayrault ne

brille pas par sa cohérence, son invariabilité, sa loyauté et sa grande expérience des affaires, du sang-froid et du courage collectif.

Cette majorité est bien énigmatique, non ?

Les couacs ont brouillé le message présidentiel. Un temps au repos, cloué par les revers sociaux, le bouillonnant Arnaud Montebourg est cette semaine encore retombé dans la marmite de la provocation en direct sur Dailymotion, brisant le semblant d'unité retrouvée au

plus haut niveau de l'État après le séisme Cahuzac. Quant à la majorité, elle est... énigmatique ! C'est à se demander si elle ne s'est pas trompée de camp. Lorsqu'elle ne conteste pas, elle s'oppose franchement et invective ses dirigeants au nom de la sacro-sainte indépendance du Parlement. Avec des amis pareils, le Président n'a plus besoin d'ennemis. Après tout ça, d'autres auraient fait les valises pour retrouver le calme apaisant de la Corrèze. Pas François Hollande, plus seerein que jamais. À ses visiteurs,

le chef de l'État joue une partition bien rôdée. « Je savais que cette première année serait difficile. Je comprends l'inquiétude des Français. Les difficultés économiques sont telles, qui ne serait pas préoccupé ? », assurait-il lors d'une rencontre avec le Groupe Nice-Matin fin avril, avant son départ en Chine. Le Président va même jusqu'à pardonner les secousses de son camp, estimant que depuis un an, il lui a tellement demandé d'efforts. Ces caprices-là sont, alors, peut-être bien compréhensibles... La vague, Hollande

la prend en pleine figure avec une certaine bonhomie. Il se dit qu'au fond, ça fait partie du job, que cette première année de mandat, c'est une initiation avant de passer maître.

La stratégie du « c'est sûr, ça va aller mieux »

« Il reste encore quatre ans. Le temps nous donnera raison. Il faut poursuivre notre politique. Si je n'écoutais que les commentateurs, je n'avancerais pas, » insiste le socialiste, devenu expert de la stratégie du « c'est sûr, ça va aller mieux ». Elle lui a réussi ces dernières années.

La politique du dos rond mêlée à celle de la fourmi lui a longtemps permis d'avancer victorieusement en terrain hostile. Quand il quitte le PS après trois présidentielles manquées, un congrès de Reims calamiteux, Hollande est un paria, la risée de la gauche. Personne n'aurait osé miser un kopek sur l'ex de Ségolène Royal. Lui pourtant, s'accroche à son ambition, consulte, interroge et interpelle, va à la rencontre des Français et ébauche son programme. Celui de 2012 déjà.

Un travail besogneux qui finira par payer dans l'opinion. Cette méthode-là, le locataire de l'Élysée va la resservir. En jouant la carte de l'autorité. Le peuple veut un chef, il aura donc un chef. Hollande va devoir se sarkozyser, se mettre en avant, expliquer, répondre, aller au contact, trancher, couper des têtes. Pour rétablir la confiance. Pour rassembler. Pour gagner dans quatre ans. Surtout, pour laisser une trace de son passage au-delà des quelques réformettes votées ou en passe de l'être. Après ça, comme disait Chirac, le « bout du tunnel est en vue ».

comme ça quatre ans ?

Quand
tout va...

...de
travers

PRÉSIDENTS SOUS LA PLUIE

Sale temps pour un début de mandat ! C'est trempé jusqu'aux os que François Hollande a effectué ses premiers pas de président le 15 mai 2012 sur les Champs-Élysées. Quand ça ne veut pas...

LE TWEET QUI TUE...

Comment semer la zizanie en 140 signes... Le fameux message de soutien de Valérie Trierweiler à Olivier Falorni, le dissident PS concurrent de Ségolène Royal, a créé un malaise sans précédent.

L'ÉPINE FLORANGE

Il devait sauver Florange, il n'a rien pu faire. Un an plus tard, les salariés ne digèrent pas « la trahison » du président. Entre reniement et crispations, notamment avec son ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg, le dossier Florange demeure une épine dans le pied de François Hollande.

100% DE CAFOUILLAGES AUTOUR DES 75%

C'était la mesure-symbole du candidat Hollande. Un an plus tard, la fameuse taxation à 75% retoquée par le Conseil constitutionnel fin 2012 se fait toujours attendre et ses contours demeurent très flous.

DES MÉDIAS SANS PITIÉ

« Monsieur faible ». « Pépère est-il à la hauteur ? ». Depuis un an, les médias se déchaînent contre François Hollande et son action. Un « Hollande basching » aussi rapide que violent.

SATANÉE CRAVATE !

Pour certains, c'est un détail qui veut dire beaucoup. La fameuse cravate de travers de François Hollande est devenue un sujet national depuis la création en octobre 2012 d'un site internet qui scrute toutes les sorties du président. Dernier bilan : 291 cravates de travers sur 528 apparitions publiques.

LES PÉTARDS DE DUFLLOT

Le 5 juin 2012, moins d'un mois après l'élection, la ministre écolo Cécile Duflot sème le trouble en se déclarant favorable à la dépénalisation du cannabis. Un des nombreux exemples des couacs gouvernementaux qui ont émaillé cette première année de mandat.

LA GAFFE MITTAL

Il croyait s'adresser au fils, il parlait en fait au père. La gaffe du président le 27 septembre 2012 lors de la visite du patron du groupe Arcelor restera dans les annales. Dur pour la crédibilité.

DOUCHE FROIDE À DIJON

« Elles sont où vos promesses ? ». Le déplacement du chef de l'Etat à Dijon les 11 et 12 mars a tourné au fiasco médiatique. Conspué, malmené, François Hollande a pu constater que sa popularité était bel et bien au plus bas.

LE SÉISME CAHUZAC

Le compte en Suisse et les mensonges de l'ex-ministre du Budget ont considérablement affaibli le président. A l'heure du scandale Cahuzac, la « République exemplaire » promise par le candidat Hollande semble bien loin.

Max Gallo : « Hollande a un problème d'autorité »

L'historien niçois, ancien porte-parole du gouvernement Mauroy et soutien de Nicolas Sarkozy en 2007, a vu débiter François Hollande. Il juge aujourd'hui sévèrement son action

En 1983, Max Gallo a mis le pied à l'étrier politique à François Hollande. Trente ans plus tard, il porte un jugement sans concession sur la première année de présidence de son ancien directeur de cabinet.

Lorsqu'il était votre collaborateur, pouviez-vous imaginer que François Hollande serait un jour président de la République ?

Président, non. Mais j'ai imaginé, et je le lui ai dit, parce que j'étais frappé par ses capacités, qu'il avait la stature d'un Premier ministre.

Quel type d'homme était-il à l'époque ?

Il était extrêmement travailleur. Je l'ai vu s'implanter, s'enraciner dans les terres du Massif central où les socialistes locaux l'ont pourtant accueilli comme quelqu'un qui venait les déranger, un homme de Paris, un parachuté. Il s'est imposé peu à peu, et prenait son train chaque jeudi soir pour aller prêcher devant de petites assemblées. C'est quelqu'un de très obstiné et je n'ai eu qu'à me louer, lorsque j'étais porte-parole du gouvernement, de son travail.

Son parcours politique, sans aucune fonction gouvernementale, l'a-t-il suffisamment préparé à la fonction suprême ?

Oui, ce qui ne signifie pas que je suis satisfait de la manière dont il l'exerce... Il était préparé car il a été dès le départ au centre du pouvoir. Notamment lorsqu'il fut mon directeur de cabinet au porte-parolat du gouvernement et que nous étions en relation constante avec les ministres et le président Mitterrand. Et puis il a ensuite joué ce rôle de chef d'un grand parti, tantôt de la majorité, tantôt de l'opposition, qui lui a permis d'être associé aux décisions que prenait Lionel Jospin, par exemple.

Comment jugez-vous cette première année de mandat ?



(Photo Patrice Lapoirie)

Elle m'inquiète beaucoup. Car je trouve que dans la situation où se trouve la France avec la crise, la montée du chômage, les exportations en berne, la désindustrialisation du pays, — et je le dis, cela a commencé pour moi il y a trente ans et j'appelle d'ailleurs cela une crise nationale de longue durée —, il fallait tenter de réaliser l'union nationale et répéter que c'est l'ensemble de la nation qui doit se mobiliser pour échapper au déclin et à des problèmes plus graves encore. Je vois Hollande, par exemple avec le mariage

pour tous, faire des choix qui satisfont une partie de son électorat mais qui, par la même occasion, divisent et ne favorisent pas cette union nationale que je crois indispensable.

“ Quelqu'un de très obstiné ”

Cette réforme sociétale n'était, pour vous, pas prioritaire ?

Non, c'est une réforme importante, et je suis le contraire d'un homophobe. Mais je reste marqué par toute une civilisation

où, en effet, la question de la descendance, de la filiation, est une question importante, qui méritait un débat dans lequel le président prenne en compte la tradition historique de ce pays.

En quoi a-t-il échoué ?

Ce n'est pas tout à fait un échec, plutôt une contradiction. Nous faisons partie de l'Europe, et cela suppose que nous soyons avec l'Allemagne le double attelage de cette Europe, car nous en sommes les deux plus grandes puissances économiques et politiques. Et je crois que l'on ne peut pas régler les problèmes européens si l'on est en désaccord avec l'Allemagne. Maintenant, et on en débat beaucoup dans les sphères socialistes, il y a le choix entre deux politiques : l'austérité et la rigueur — qui, de fait, est appliquée aujourd'hui — ou l'autre choix porté par des socialistes d'ailleurs, sur la croissance et un traitement moins contraignant des déficits publics. François Hollande se retrouve au centre de cette

contradiction, avec une grande partie de son électorat de gauche qui est partisan d'une autre politique. Mais je crois que les institutions de la V^e République et l'intérêt bien compris des parlementaires socialistes fait qu'il n'y aura pas d'autre politique...

Il n'avait donc pas d'autre choix que d'appliquer cette posture sociale-démocrate ?

Non, il ne pouvait pas y échapper.

“ Il est dans la contradiction ”

Sa principale réussite se situe-t-elle hors de nos frontières ?

Je considère qu'il était nécessaire de tout faire, par exemple, pour empêcher les islamistes de s'emparer de Bamako. Dans cette opération, l'armée française a montré toute sa capacité, et Hollande sa détermination. Pour autant, rien n'est réglé au Mali, rien n'est réglé en Syrie.

Sur la forme, a-t-il endossé ses habits de président ?

Aujourd'hui, la communication joue un rôle majeur, et François Hollande est entouré de communicants. Accueillir des otages sur le tarmac d'Orly ou de Roissy à l'aube ne résout pas les problèmes du pays.

A-t-il l'autorité nécessaire à la fonction ?

Il y a un problème réel d'autorité, car on ne peut pas tolérer qu'un ministre rabroue le premier d'entre eux et reste en place. Mais la responsabilité est aussi celle du PS, qui doit s'unifier ou chasser ceux qui veulent une autre politique.

Avez-vous rencontré François Hollande depuis son accession à l'Élysée, et lui avez-vous donné des conseils ?

Non, et je n'ai de toute façon aucun conseil à lui donner.

Nicolas Sarkozy doit-il revenir en politique ? Le faut-il ?

Je ne suis pas bon prophète, et je suis surtout tourné vers l'analyse du passé. Et d'une certaine manière, j'ai la certitude qu'en politique comme en histoire, la loi de la surprise est la seule à laquelle on peut se référer. Alors...

**PROPOS RECUEILLIS
PAR CHRISTIAN HUULT
chuault@nicematin.fr**

Il a dit...

Sur l'affaire Cahuzac :

« En voyant l'affaire Cahuzac sous les déclarations de patrimoine des ministres, tout en incitant les députés à en faire de même, François Hollande a fait preuve d'une habile diversion... Je ne suis pas du tout sûr que les Français seront dupes de cette habileté. »

Sur le désamour des Français :

« Il y a un théorème américain, le théorème de l'Iowa, qui dit que la corrélation entre taux de chômage et popularité est évidente. François Hollande, s'il veut retrouver la confiance des Français, n'a d'autre choix que celui de leur redonner de l'emploi et de la croissance. »

Sur le couple exécutif Hollande-Ayrault :

« Dans la V^e République, le Premier ministre joue un rôle mineur par rapport au Président... Et les institutions sont ainsi faites qu'il est toujours tentant pour un ministre de contourner Matignon pour s'adresser directement au président ou à ses collaborateurs ! »

Le dernier ouvrage de Max Gallo, de l'Académie française, 1914, le destin du monde, est sorti récemment chez XO Éditions au prix de 19,90 €.

Jean-Pierre Raffarin : « Plus laxiste qu'austère »

**SÉNATEUR UMP
ET ANCIEN PREMIER
MINISTRE**

**Comment expliquer
l'impopularité actuelle
du Président ?**

La France est affaiblie, les Français sont divisés. Le pouvoir n'a pas donné le sentiment d'avoir conscience de la crise. Il a été lent à réagir. Son action n'est pas allée en profondeur. L'opinion publique reproche une certaine passivité.

**Tout est de la faute
de Hollande ?**

Je pense, comme le général De Gaulle, que dans la V^e République le Président est l'homme en charge de l'essentiel. Donc, quand les choses vont mal, c'est de sa responsabilité. Mais il n'est pas suffisamment protégé par l'action gouvernementale. Et il faut constater les quatre principaux échecs du gouvernement : la dette, les déficits, le chômage et la pression fiscale. Quatre dossiers qui plombent l'action du gouvernement et

l'image du Président.

**Faut-il abandonner
la politique d'austérité,
le déficit public ?**

La seule voie de sortie de crise c'est l'harmonisation progressive de nos paramètres économiques avec ceux de l'Allemagne. Nous sommes nécessairement solidaires de l'Allemagne. C'est notre destin. Sur le plan social, sur le plan fiscal et sur le plan budgétaire, nous devons progressivement nous rapprocher. Aujourd'hui, c'est la route inverse qui est empruntée. Le retour à la TVA sociale est inéluctable.

**Il faut donc continuer
la politique d'austérité ?**

Le gouvernement conteste lui-même ce mot d'austérité. L'austérité, c'est ce qui se passe en Espagne avec une baisse des salaires. Aujourd'hui, le gouvernement est plus laxiste qu'austère.

**Que vous inspirent
les prises de position,
au PS, réclamant
une confrontation**

avec l'Allemagne ?

Le manque de cohérence de la majorité est navrant. L'image de la France est profondément affectée par les désordres de la pensée des socialistes français. Dans le monde, l'Allemagne passe pour un pays sérieux et solide. Critiquer l'Allemagne apparaît comme un aveu de faiblesse. Pour les socialistes, Angela Merkel n'est rien d'autre qu'un marqueur de la division interne. Il est urgent que le Président remette de l'ordre dans sa majorité.

**François Hollande
doit-il procéder à un
remaniement ministériel ?**

Ça ne peut pas continuer comme ça. C'est à lui de choisir la nature de son initiative, mais la situation est trop grave et la majorité trop désordonnée pour qu'on puisse faire face à la crise avec quelque chance. La donne politique actuelle est une impasse.

**J'insiste : remaniement
ou pas ?**

Le remaniement ne peut être que la conclusion d'une nouvelle orientation. Le pays attend du Président qu'il clarifie sa vision de l'Europe, qu'il accélère son action contre le chômage, et qu'il apaise la violence dans la société. Il doit trouver les circonstances dans lesquelles il présentera au pays ses nouvelles orientations et ensuite seulement se posera la question d'un remaniement d'un gouvernement resserré. C'est sa politique qu'il faut changer.

**PROPOS RECUEILLIS
PAR PIERRE-LOUIS PAGES
plpages@nicematin.fr**

Najat Vallaud-Belkacem : « Il a le même sens du devoir »

**MINISTRE
ET PORTE-PAROLE
DU GOUVERNEMENT**

**François Hollande est-il
le même homme
que le 6 mai 2012 ?**

Oui, incontestablement. Avec à la fois les mêmes engagements, la même ténacité et le même sens du devoir que celui qui l'a saisi au soir de son élection.

**Le président tient-il
le cap et les promesses
du candidat ?**

Nous avons déjà réalisé une large part des 60 engagements de campagne qui avaient été pris et nous en sommes comptables. Nous respectons les engagements mais nous faisons plus que cela, notamment sur le front de l'emploi devenu la première de nos priorités. Enfin gouverner c'est aussi s'adapter aux exigences du monde et du moment. Des situations impossibles à anticiper se présentent parfois comme celle qui a conduit le président à décider d'une intervention au Mali par exemple.

**Quelle est la mesure
emblématique de cette
première année
de mandat ?**

Si je devais n'en retenir qu'une, je dirai la refondation de l'école. C'était un secteur déserté avec 80 000 postes supprimés et des inégalités croissantes. Nous le réinvestissons, en qualité, en quantité d'enseignants, et nous donnons leurs chances à tous les jeunes de France. Mais comment



Pour la porte-parole du gouvernement, refondation de l'école, pacte de compétitivité et mariage pour tous ont marqué l'an 1 de François Hollande. (Ph. Reuters)

ne pas citer aussi le pacte de compétitivité ou le mariage pour tous ?

Des regrets ?

Ce jeu de ping-pong permanent avec l'opposition qui nous enferme dans des postures. J'attendais d'elle dans la période que nous traversons, un comportement plus responsable et une contribution plus utile que l'obstruction systématique. En ce qui me concerne, quand on me fait des propositions je les regarde d'où qu'elles viennent.

**Pensez-vous, comme
Claude Bartolone, qu'il
faut une deuxième étape
au quinquennat ?**

Notre orientation ne se fait pas au gré des anniversaires. Nous devons répondre aux évolutions de notre économie et aux

difficultés croissantes que rencontrent les Français. Les derniers chiffres du chômage sont un signal que nous prenons très au sérieux. Ils imposent d'intensifier encore notre action et de nous démultiplier.

**Votre regard sur le couple
Hollande/Ayrault ?**

Ils sont complémentaires. Il y a entre eux confiance et loyauté. Le Président définit les grandes orientations et le Premier ministre a la charge de les mettre en œuvre. C'est ce qu'ils font et ils le font bien.

**Faut-il remanier
le gouvernement ?**

Ce n'est pas à moi de répondre à cette question. Et ce n'est pas mon obsession.

**PROPOS RECUEILLIS
PAR CHRISTIAN HUAULT
chuault@nicematin.fr**



Jean-Pierre Raffarin : « La donne politique actuelle est une impasse. » (Photo Reuters)

Mélenchon : « Son échec, c'est son arrogance »

**ANCIEN CANDIDAT
À LA PRÉSIDENTIELLE
DU PARTI DE GAUCHE**

**Comment peut-on vouloir être
Premier ministre d'un homme
qu'on accuse d'être un menteur ?**

Ça n'a pas de rapport. François Hollande a été élu notamment grâce aux voix du Front de gauche. Et elles ont aussi été décisives pour constituer une majorité parlementaire. Mais personne n'a été élu pour faire ce qui est en train de se faire. Le président de la République a mis le centre de gravité de sa majorité à la droite du PS, ce que j'appelle les Solfériniens. La politique qu'il suit ne fonctionne pas. Le gouvernement Ayrault est en fin de vie. Hollande doit maintenant décider de ce qu'il va faire : ou poursuivre cette politique

désastreuse, ou changer de ligne. Et pour organiser un changement de cap, je suis disponible !

**Le camouflet de l'amnistie sociale
est dur à encaisser, non ?**

C'est une blessure ! Il y a une volonté d'agression. J'espère que ce sont les dernières cartouches que tirent les Solfériniens. Parce que pendant ce temps il se produit un grand trouble au sein du PS et chez les Verts. Et je vois bien que je suis en train de gagner la partie idéologique sur la question européenne et en particulier sur le rapport à l'Allemagne.

**Quel est le principal échec
de François Hollande ?**

L'échec de Hollande c'est son arrogance. Et elle a une racine. Il pensait que la crise correspondait à un cycle court traditionnel. Il n'a pas compris la nature particulière

de la crise à l'époque du capitalisme financiarisé. Il s'attendait à un retournement de tendance plus rapide qui coïnciderait avec les élections en Allemagne. Il tablait qu'une fois réélue Angela Merkel se ferait plus souple, plus généreuse. Du coup il a été dominé avec tout le reste de la gauche. Et n'a jamais tenu compte de sa base sociale. Il a scindé la gauche sur laquelle il est installé.

**La manifestation du 5 mai pour
une VI^e République est du coup
une manif anti-Hollande ?**

On ne tire pas sur une ambulance ! À l'origine, cette manif était une réplique à l'ambiance odieuse créée par monsieur Cahuzac et ses mensonges. Nous pensons qu'il faut changer le système. Mais

depuis, le contenu de la manifestation s'est considérablement élargi puisque la loi d'amnistie sociale passera devant l'Assemblée le 16 mai, celle sur le licenciement boursier le 15 et l'accord emploi/Medef le 14. Si bien que cette marche fonctionne comme une démonstration de force pour dire au Medef et à la droite « non vous n'avez pas gagné, il y a une gauche et elle est dans la rue ». Car si on s'en remet aux Solfériniens, la droite fait ce qu'elle veut...

**Appelleriez-vous encore à voter
François Hollande au second tour ?**

La question ne se pose pas. Si on revotait aujourd'hui, je serai devant lui au 1^{er} tour...

**PROPOS RECUEILLIS
PAR CHRISTIAN HUAULT
chuault@nicematin.fr**



Jean-Luc Mélenchon se verrait bien en Premier ministre de François Hollande. (Photo Reuters)

« Moi, président » : les 15

Ce fut le moment clé du débat télévisé entre François Hollande et Nicolas Sarkozy. Le président a-t-il converti en actes les promesses du candidat ? Nos experts répondent

« Je ferai fonctionner la justice de manière indépendante, je ne nommerai pas les membres du Parquet alors que l'avis du Conseil supérieur de la magistrature n'a pas été dans ce sens »

**PROMESSE
TENUE**

Jean-Luc Mano : Tenue. C'est l'un des bons points de ce début de mandat.
Stéphane Rozès : Tenue. L'affaire Cahuzac et les autres affaires ont récemment démontré que sous François Hollande la justice est indépendante.

« Je ne participerai pas à des collectes de fonds pour mon propre parti, dans un hôtel parisien »

**PROMESSE
TENUE**

J.L.M. : Tenue. Aucun reproche à adresser au Président sur ce point.

S.R. : Tenue. Au-delà des faits eux-mêmes, ce qui est intéressant c'est la différence des styles entre François Hollande et Nicolas Sarkozy. Celui-ci s'érigeait en sauveur, se mettait toujours en première ligne sur tous les sujets là où François Hollande délègue d'avantage.

« Je ne traiterai pas mon Premier ministre de collaborateur »

**PROMESSE
TENUE**

J.L.M. : Tenue. D'ailleurs il ne le traite pas du tout. Lors de son dernier show télévisé il a omis de le citer. Hollande fait tout, Ayrault s'occupe du reste.

S.R. : Tenue. François Hollande est respectueux des personnes, des institutions. Il respecte la personne de son Premier ministre.

« Je constituerai un gouvernement qui sera paritaire, autant de femmes que d'hommes »

**PROMESSE
TENUE**

J.L.M. : Tenue. Rendez-vous au prochain remaniement.
S.R. : Tenue. Il l'a fait, et je pense que c'est apprécié des Français. Mais comme la

femme politique n'a pas la place qu'elle mérite ce n'est pas toujours sans conséquences. Il faudra voir ce qu'il en reste en cas de remaniement.

« Je ferai en sorte que mon comportement soit en chaque instant exemplaire »

**PROMESSE
TENUE**

J.L.M. : C'est naturellement subjectif. Le Tweet de sa compagne a altéré cet engagement. Aux amateurs de petites blagues de dire si cela entre dans la fonction présidentielle. Le « Sarkozy tu ne le verras plus » flirte dangereusement avec la ligne jaune.

S.R. : Plutôt tenue. Si on entend ne pas contrevenir à l'idée que les Français se font de la fonction présidentielle. Je pense que là où il y a sous-estimation, c'est que les Français n'attendent pas seulement de la fonction présidentielle qu'elle soit remplie avec exemplarité. Ils attendent une autorité. Et dans ce domaine, il a encore des efforts à faire, même si depuis le Mali, les choses s'améliorent.



(Photo Reuters)

« J'aurai aussi à cœur de ne pas avoir un statut pénal du chef de l'État ; je le ferai réformer, de façon à ce que si des actes antérieurs à ma prise de fonction venaient à être contestés, je puisse dans certaines conditions me rendre à la convocation de tel ou tel magistrat ou m'expliquer devant un certain nombre d'instances »

**PROMESSE
TENUE**

J.L.M. : En cours. Voyons si la modification du statut pénal finit par voir le jour.
S.R. : En cours. Les Français souhaitent un bon équilibre depuis l'affaire Cahuzac entre le fait que les hommes politiques soient jugés comme de simples citoyens et en même temps le président de la République, élu par l'ensemble des Français, doit dans leur esprit être préservé. C'est toute l'ambivalence des Français.

« Les ministres ne pourront pas cumuler leur fonction avec un mandat local, parce que je considère qu'ils devraient se consacrer pleinement à leur tâche »

**PROMESSE
TENUE**

J.L.M. : Tenue. Mais plus généralement la loi sur le non-cumul pour les parlementaires suscite des oppositions jusqu'au sein de la majorité.

S.R. : Tenue. Mais concernant le non-cumul des mandats en général, là encore l'affaire Cahuzac a dû aider François Hollande dans ses décisions par rapport aux hommes politiques de droite comme de gauche.

« Je ferai en sorte que les partenaires sociaux puissent être considérés, et que nous puissions avoir régulièrement une discussion pour savoir ce qui relève de la loi, ce qui relève de la négociation »

**PROMESSE
TENUE**

J.L.M. : Globalement tenue. Pas de commentaire particulier sur cette anaphore.
S.R. : Tenue. Il l'a mis à exé-

cution dans la méthode et la façon de procéder sur la loi sur la sécurisation professionnelle.

« J'introduirai la proportionnelle pour les élections de 2017 car je pense qu'il est bon que l'ensemble des sensibilités politiques soient représentées »

**PROMESSE
A TENIR**

J.L.M. : En attente. L'intention est toujours affirmée. On verra...
S.R. : En attente. L'exemple

italien et l'affaiblissement de l'État et de l'autorité ne plaident pas pour aller trop loin.

« Je ferai un acte de décentralisation, parce que je pense que les collectivités locales ont besoin d'un nouveau souffle, de nouvelles compétences, de nouvelles libertés »

**PROMESSE
A TENIR**

J.L.M. : En préparation. Le Président sera jugé sur l'ampleur du projet.
S.R. : En partie tenue. Il l'a fait avec l'acte III de la décentralisation. Mais beaucoup au sein des collectivités territoriales estiment que l'État n'a pas véritablement transféré de compétences.

promesses sont-elles tenues ?

« Il y aura un code de déontologie pour les ministres, qui ne pourraient pas rentrer dans un conflit d'intérêts »

OUI ET NON

J-L.M : Ah bon ? L'affaire Cahuzac montre qu'il ne suffit pas de connaître le code pour éviter les fautes de conduite.
S.R : En cours. L'affaire Cahuzac est l'ex-

pression du fait que l'exécutif a laissé faire la justice et les médias. Mais devant le tollé du fait de l'attentat symbolique à l'État qu'a représenté cette affaire, il y a eu une accélération des choses. D'où la loi de moralisation que vient de présenter le gouvernement.

« Je n'aurai pas la prétention de nommer les directeurs de chaînes de télévision publique, je laisserai ça à des instances indépendantes »

OUI ET NON

J-L.M : Pas tenue. La loi n'a pas changé et le Président a nommé l'un de ses proches à la tête du CSA.
S.R : À moitié tenue. Effectivement il n'est pas très intrusif dans les nomina-

tions, certains se sont même étonnés des choix faits pour le CSA. Mais néanmoins la formule est ambivalente car il n'a pas touché au fonctionnement de ces instances.

« Je ne serai pas le chef de la majorité, je ne recevrai pas les parlementaires de la majorité à l'Élysée »

OUI ET NON

J-L.M : Pas tenue. François Hollande se fait plus discret que Sarkozy

mais le Président s'occupe toujours des affaires internes de son parti et de la majorité.
S.R : Tenue. En tout cas pour l'instant. Même s'il a pu recevoir individuelle-

ment un député ou un sénateur. Mais ce que cette anaphore signifie, c'est que dans l'esprit des institutions c'est plutôt le Premier ministre qui dirige la majorité.

« J'engagerai de grands débats, on a évoqué celui de l'énergie, et il est légitime qu'il puisse y avoir sur ces questions-là de grands débats citoyens »

OUI ET NON

J-L.M : Pas tenue. Pour le moment, les débats ont surtout lieu au sein du gou-

vernement ce qui explique bien des couacs.

S.R : Tenue. Il l'a fait effectivement sur la transition énergétique, mais peut-être que ce débat n'a pas été

suffisamment cadré à partir d'objectifs politiques au sens noble du terme. Il a été saucissonné de manière très technique ce qui fait que le pays a du mal à se l'approprier.

« J'essaierai d'avoir de la hauteur de vue, pour fixer les grandes orientations, les grandes impulsions, mais en même temps je ne m'occuperai pas de tout et j'aurai le souci de la proximité avec les Français »

OUI ET NON

J-L.M : Pas tenue. Le « gouverner autrement » qui a fait le succès de sa campagne est vécu comme un « gouverner moins » sanctionné par

l'opinion. Le Président « normal » a vécu ce que dure les promesses électorales. Le syndrome « père » est un péril considérable pour le président s'il devient un marqueur de son magistère.
S.R : À moitié tenue. Certes, il ne s'occupe pas de tout. Mais par moment il s'occupe toutefois de cho-

ses très précises alors que ce qu'il manque dans ce que fait François Hollande c'est un récit, un cap. Car contrairement à ce qu'il croit, le chômage et la croissance ne sont pas des caps. Ce sont des indicateurs économiques. Un récit, un cap, c'est l'idée qu'on se fait de la France.

Nos experts

■ **Jean-Luc Mano, 57 ans**

Ancien chef du service politique de TF1. Puis directeur de l'information sur France 2. Il a également été chroniqueur à VSD, au *Nouvel Économiste*, à Radio Monte-Carlo ou sur i-Télé et éditorialiste à *L'Essentiel des relations internationales*.



Il a par ailleurs été consultant TV pour de nombreux pays étrangers. Fondateur de l'agence de com' Only Conseil, il conseille désormais plusieurs responsables politiques et dirigeants d'entreprises.

■ **Stéphane Rozès, 56 ans**

Président de la société CAP (Conseil, Analyse et Perspective) et maître de conférences à Sciences Po Paris et chargé de cours à HEC.



Stéphane Rozès a été chargé d'études à l'Institut Brulé Ville associés (BVA), puis ingénieur en chef chargé d'études à la Société Française d'enquêtes par sondage (SOFRES) et directeur adjoint à Conseils Sondages Analyses (CSA). Il a conseillé François Hollande pendant la campagne présidentielle.

Jérôme Fourquet : « Les Français sont en train de décrocher »

« Plus qu'un risque d'explosion sociale, je redoute une implosion, une espèce de pourrissement nourri de colère sourde et d'une forme de résignation... ». Au-delà de l'impopularité historique du chef de l'État et du poids encore à venir de la crise, Jérôme Fourquet, directeur du département opinion de l'Ifop, voit monter avec inquiétude « une France qui est en train de décrocher ». Prête à voter massivement FN ou à carrément ne plus voter du tout...

Un an après son élection, comment expliquer la très forte impopularité de François Hollande ? Peut-on y mesurer la part du contexte économique et celle de sa propre personnalité ?

D'après le baromètre IFOP-JDD, et depuis les débuts de la

V^e République, jamais un président n'avait été aussi rapidement et aussi fortement impopulaire. Avec des niveaux jamais atteints et 3/4 des Français mécontents de son action. Alors qu'en début de mandat, 60 % d'entre eux avaient une image favorable de François Hollande... Le contexte actuel est rude : on atteint les niveaux de chômage les plus élevés depuis le record de 1997. Et pour la première fois, le pouvoir d'achat baisse. Or, ce sont les deux domaines majeurs de préoccupation des Français. Hollande n'est pas le premier président confronté au fléau du chômage mais aujourd'hui les marges de manœuvre et les outils habituellement utilisés pour tenter de l'atténuer ne sont plus

disponibles ! Sans parler des comptes de la Sécurité sociale et du dossier des retraites. Si Nicolas Sarkozy avait été réélu, il n'aurait pas forcément été beaucoup plus populaire tant le contexte est lourd.

Et le facteur personnel ?

Ce facteur-là tient à deux éléments principaux : on lui reproche son manque d'autorité et on s'interroge sur l'adéquation du personnage avec la fonction. Le président « normal », c'était bien trouvé à l'époque. Mais aujourd'hui, les circonstances exigent une personnalité forte à la tête de l'État : Hollande est-il apte à endosser le costume de « chef de guerre » ? Depuis les premiers mois du quinquennat, il existe un décalage persistant entre le

rythme fixé par François Hollande et celui de la crise, beaucoup plus rapide. Les Français ressentent une urgence. Rétrospectivement, on reproche au chef de l'État ses vacances estivales alors que la crise s'accélérait. C'est là que les interrogations ont commencé. Alors certes, il n'horripile pas les Français comme Sarkozy a pu le faire. Il n'est pas antipathique mais on a des vrais doutes sur sa capacité à taper du poing sur la table.

François Hollande peut-il encore renverser la vapeur ?

La question, c'est : « Comment tenir quatre ans encore avec l'essentiel des mauvaises nouvelles qui n'est pas encore digéré ni même acté ? » Il faut montrer



qu'on va vraiment « entrer dans le dur ». Les Français verront au moins qu'il se passe quelque chose... François Hollande peut éventuellement reprendre la main sur son déficit d'autorité. Il peut resserrer son gouvernement à quinze membres et le rendre plus « professionnel ». Je ne suis pas convaincu de l'intérêt d'un remaniement. Il faudrait que François Hollande commence par se remanier lui-même... Et démontrer qu'il est capable de faire appliquer aux puissants les efforts qu'il demande aux Français...

MIREILLE MARTIN
mmartin@nicematin.fr

Les huit engagements

Les citoyens des Alpes-Maritimes, du Var et de la Corse jugent les chantiers défendus par le candidat du PS

Faire baisser le chômage

Aline Rocca, 33 ans, en recherche d'emploi, Ajaccio

La victoire de François Hollande? Elle correspond, à deux mois près, au moment où Aline Rocca a été contrainte de pousser la porte de Pôle emploi. Aucun rapport de cause à effet entre les deux événements, mais autant dire que cette Ajaccienne de 33 ans a été particulièrement attentive à la politique impulsée par le nouveau locataire de l'Élysée en matière d'emploi.

« Je suis en colère. Désabusée aussi. Non pas que j'attendais un changement radical. Mais il est toujours aussi difficile de décrocher un travail. » Pire, une mesure gouvernementale lui a joué un vilain tour. « Une fois au chô-

mage, je ne voulais pas rester sans rien faire. J'ai suivi une formation dans le secteur de l'aide médico-psychologique. Il y avait des places à la clé. Mais elles ont été réservées à des jeunes concernés par le dispositif des emplois d'avenir... » Une déconvenue de plus. Parmi les innombrables CV et lettres de motivation envoyés, dont beaucoup sont restés sans ré-



(Photo Michel Luciani)

ponse. « J'en suis arrivée à répondre à des offres qui ne correspondent pas à mes qualifications ».

En décembre dernier, Pôle emploi l'a informée qu'elle était arrivée en fin de droits. « J'avais 30 ans, mon indépendance, un boulot que j'exerçais depuis dix ans, dans la comptabilité, et tout s'est arrêté d'un coup. Depuis, c'est l'engrenage. Et maintenant,

même, la précarité. »

Son statut de travailleur en situation de handicap ne l'a pas aidé. « Malgré le fait que les entreprises bénéficient de nombreux avantages, elles franchissent rarement le pas. François Hollande devait mettre en place des aides encore plus spécifiques pour la réinsertion professionnelle des handicapés. On n'a encore rien vu venir... » S. P.

Le mariage pour tous

Franck Vermeil, 44 ans, et Eric Dufour, 53 ans
gérants d'une discothèque gay, Nice



(Photo Richard Ray)

Pour ce couple à la ville comme en affaires, « cette première année, ça restera le mariage ». Ces deux figures du milieu gay niçois « espèrent très vite se marier. Ça ne fait que dix-sept ans qu'on attend! On a déjà notre dossier. Il nous manque juste les actes de naissance. » Pourtant, « on n'a pas voté Hollande, mais Sarkozy, ne cache pas Franck Vermeil, 44 ans. Mais il est clair que les vraies valeurs d'égalité sont défendues par la gauche. » Eric Dufour, 53 ans, étaye : « Je ne pensais pas que ce débat pouvait virer au clivage droite-gauche. Je pensais que la droite aurait aussi défendu l'égalité, nos droits. » Son compagnon a été « très étonné du déchaînement de haine, de mauvaise foi à

l'UMP. Le rapprochement de la droite et de l'extrême droite s'est concrétisé. Ça a été très choquant de voir des députés UMP manifester avec le FN. On peut être de droite et humaniste. »

Reste que pour ce couple à la tête d'une discothèque à Nice, « c'est dommage que le débat ait duré si longtemps. Ça a occulté pas mal de problèmes. Il y a une France qui souffre, qui a du mal à joindre les deux bouts. » Or, « pour l'instant, le bilan économique de Hollande est catastrophique. Mais on savait très bien que, Hollande ou Sarkozy, les années qui arrivaient n'allaient pas être faciles. Les résultats auraient été les mêmes. On est dans une crise qui dépasse la France. » F. M.

Objectif jeunesse

Insaf Rezagui, 18 ans
Étudiante en droit, Draguignan

Du haut de ses 18 ans, Insaf a déjà les idées bien en place et porte un retard aigu sur son avenir. Étudiante en droit à Draguignan, cette Fréjusienne espère entrer à Sciences Po à Aix-en-Provence, et travailler dans la diplomatie.

Estime-t-elle faire partie d'une génération choyée par François Hollande, lui qui a fait de la

jeunesse sa priorité? « Les contrats de génération et les emplois d'avenir vont dans le bon sens », analyse la jeune femme. Cela dit, « il était temps qu'on s'intéresse à nous », ajoute-t-elle. En mettant ce bémol : « Les jeunes ne sont pas assez informés de ces mesures. Je le vois bien : quand j'en parle autour de moi, personne n'est au courant. La communication n'a pas été bonne sur ce sujet ».

Préoccupée comme beaucoup de gens de son âge par son insertion professionnelle, même si elle se sent privilégiée grâce aux études qu'elle entreprend, Insaf aimerait que des efforts soient entrepris en direction des formations, qui ne sont pas, à son avis, suffisamment en adéquation avec les emplois. Et que la voie professionnelle soit mieux valorisée, comme dans d'autres pays. « Il faudrait que les politiques se rendent davantage sur le terrain pour parler aux jeunes. Qu'on ne les voit pas uniquement quand ils font campagne », ajoute-t-elle.

Ce qu'elle espère encore de Hollande? « Des avancées pour la PMA, par exemple. Une revalorisation du Smic, par lequel passent beaucoup de jeunes. Plus de logements sociaux pour nous. Plus de facultés. Moi, je suis obligée d'aller à Draguignan et, pour la licence, à Aix-en-Provence. » Enfin, le gros bon point qu'elle décerne au président de la République : le mariage pour tous, « beaucoup de jeunes y sont favorables. C'est un grand pas pour l'humanité. Nos enfants plus tard auront le choix », s'enthousiasme Insaf, dont le prénom veut dire justice. C'était prédestiné.



(Photo Gabrielle Prompt)

60000 postes dans l'Éducation

Sabine Malatesta, 46 ans, enseignante, Fréjus

Pour Sabine Malatesta, enseignante en primaire à Fréjus, le « gros point positif » du gouvernement Hollande, c'est la refondation de l'école voulue par Vincent Peillon.

Dans ce cadre-là, Sabine applaudit au retour de la formation pour les jeunes maîtres dès la rentrée 2013, à travers l'école supérieure des professions de l'enseignement, formation qui avait été supprimée par le précédent gouvernement.

Et approuve la création d'un millier de postes pour la prochaine rentrée : « C'était indispensable. » L'instauration de la semaine de 4,5 jours lui semble aussi positive, « car attendue par beaucoup de collègues », malgré « des crispations, des maladresses. Ce changement dans les rythmes scolaires était néanmoins important. »

Côté négatif, cette militante du syndicat SE, déléguée du personnel pour le Var, regrette que le

chantier pour les changements dans le programme n'ait pas encore été ouvert. Qu'aucun effort n'ait été consenti dès maintenant pour les Rased (enseignants spécialisés) qui ont « beaucoup été mis à mal les années précédentes ». Que du temps supplémentaire n'ait pas été accordé aux directeurs d'école « qui, débordés par les tâches, en ont bien besoin ». De même pour une indemnité aux enseignants du primaire. « Le gou-

vernement avait évoqué une prime de 400 euros par an, comme dans le second degré, pour une Indemnité de suivi et d'orientation (ISO) des élèves, mais l'annonce n'a pas été suivie d'action », déplore Sabine.

Globalement donc, la note donnée au gouvernement de gauche est, selon cette syndicaliste, plutôt bonne « car l'école avait été abandonnée ». Mais il reste encore bien des sujets à creuser. C. A.



(Photo Christophe C.)

phares de la campagne

La retraite à 60 ans

Antoine Zanini, ancien facteur à Sartène

C'est avec beaucoup d'espoir, et surtout, « pour sortir Sarkozy du pouvoir », qu'Antoine Zanini, déjà retraité de La Poste, à Sartène au moment de l'élection présidentielle 2012, a voté François Hollande. « Pour que l'on puisse garder nos acquis sociaux qui nous échappent petit à petit, et pour que la pension retraite, qui est très faible, soit augmentée ». Avec un pouvoir d'achat limité, Antoine regrette de ne pas avoir pu « faire » sa propre retraite durant sa vie active. « La vie est de plus en plus chère et aujourd'hui, l'État ne peut plus grand-chose pour nous. Malgré ses promesses, je suis peu confiant pour les générations futures ». Avec des idées ancrées à



(Photo V. G.)

gauche depuis toujours, pour lui, « la droite a fait beaucoup de mal à la France. Bien sûr, avec la crise économique qui touche toute l'Europe, nous savions que nous ne serions pas épargnés et qu'Hollande ne pourrait pas faire des mi-

racles. Nous savions aussi que malgré toute sa bonne volonté, l'âge légal du départ à la retraite serait relevé, sauf pour quelques personnes comme les agents des catégories « actives », ou d'autres régimes spéciaux. Est-ce que cela restera vrai-

ment effectif ces prochaines années? Ils parlent déjà de revoir cette réforme. Et puis il faut bien voir que parmi les paramètres, la question financière est à prendre en compte... Débuter jeune et cotiser 45 ans ne suffit pas à assurer son avenir de retraité. »

Avec de la déception dans la voix, Antoine fait le constat que, finalement, « la politique de l'un ne diffère que très peu de celle de l'autre. Ils sont tous pareils, et malheureusement, personne ne pourra redresser le pays, à moins d'un sursaut... Hollande a fait des promesses qu'il tient difficilement. Mais ce n'est pas un magicien, un an au pouvoir c'est très court et la situation n'est pas simple. Laissons-lui le temps... »

Aider les entreprises

Pascal Flamand, directeur de la société Janua, à Sophia Antipolis

À la tête de Janua, une TPE de sept salariés installée à Sophia Antipolis et spécialisée dans les logiciels libres, Pascal Flamand voit plutôt d'un bon œil les premiers mois du président Hollande. À l'entendre, les petites entreprises comme la sienne sont enfin prises en compte. « Évidemment, au bout d'un an, toutes les promesses n'ont pas encore été mises en œuvre. Néanmoins, c'est la première fois depuis 30 ans que je ressens une certaine considération pour les PME. La mise en place du crédit d'impôt compétitivité et emploi en est la preuve. Tout comme la simplification de l'accès aux crédits impôts recherche. Cette mesure est vitale pour les structures qui veulent innover. Plus de la moitié de Sophia Antipolis va y faire appel. Il faut maintenant que les actes se poursuivent. »

P. C.



(Photo Patrick Clementé)

Une tranche d'impôt à 75 %

Anny Courtade, dirigeante d'une centrale d'achat à Cannes



(Photo A. B. J.)

« Un jugement clinique ». Pour la dirigeante de la plus grosse entreprise de Paca en chiffre d'affaires, Leca-sud (1), le gouvernement Hollande pratique « le terrorisme fiscal en montrant du doigt ceux qui créent la richesse ». La fiscalité française est « confiscatoire. Ceux qui ont vraiment de l'argent partent ou vont partir. J'en connais. » Sur la taxe de 75 %, qui devait être appliquée sur la portion des revenus au-delà d'un million d'euros, Anny Courtade, qui n'aurait pas « été concernée », juge qu'elle est « inappropriée et arbitraire. Les p.d.g. du Cac 40 auraient été payés dans plusieurs pays. Les sportifs auraient été pénalisés par rapport aux clubs étrangers. On fait ressurgir la lutte des classes. »

Si la chef d'entreprise estime que l'effort est « logique, il doit s'accompagner d'une réduction du déficit de l'État ». L'État doit « se mettre à la diète en arrêtant le mille-feuille des collectivités, en réduisant son train de vie, ses effectifs et les hochets de la vanité (chauffeurs, armadas de conseillers...) ».

Le gouvernement a, selon M^{me} Courtade, « une méconnaissance, une incompréhension des principes de l'économie ». Il est « idéologue, impréparé, quand il supprime la défiscalisation des heures supplémentaires, ce qui a pénalisé les salariés ». Mais ce qui la trouble le plus, c'est la fuite des cerveaux. « Les jeunes partent faire un stage à l'étranger et ne reviennent plus. La France ne fait plus rêver. Pour attirer les talents, il faut de bonnes conditions de travail et de rémunération. »

G. P.

1. Cette centrale d'achat du Sud-Est regroupe 48 centres Leclerc sur dix départements.

Donner le droit de vote aux étrangers

Julien Carboni, 27 ans, président de la Ligue des Droits de l'Homme, Toulon

La Ligue des droits de l'homme (LDH) est évidemment un peu « déçue » que le sujet sur le droit de vote des étrangers n'ait pas trouvé une réponse concrète. « Mais nous avons conscience que le gouvernement se trouve dans une impasse politique », précise Julien Carboni, président de la section toulonnaise de la LDH. « Il n'est pas en mesure en effet de réunir les trois cinquièmes des voix des parlementaires pour une réforme

constitutionnelle. » Reste la solution du référendum, « mais il n'est pas évident qu'il donne une réponse positive ». Certes, la LDH avait organisé à son niveau un sondage, voici quelques années, dont le résultat était plutôt favorable au vote des étrangers. Mais « rien ne dit que les conclusions d'un référendum seraient les mêmes », avance le militant associatif. Ce dernier reste persuadé qu'il faut continuer à défendre

le droit de vote des étrangers, au moins dans les élections locales, « en faisant évoluer les mentalités par le dialogue. C'est un travail de longue haleine. Il faut expliquer. Quand on dit aux gens que les étrangers travaillent et payent des impôts et qu'ils ont donc le droit d'élire leur maire, ils comprennent. A un moment donné, ce vote s'imposera », assure Julien Carboni. Qui rappelle que 31 pays dans le monde l'ont déjà adopté,

comme la Belgique, la Hollande, la Hongrie, la Finlande...

Quant à savoir si Hollande était de bonne foi quand il avait inscrit cette promesse dans son programme, tout en se doutant qu'il aurait du mal à la tenir, Julien Carboni répond : « Ça, je n'en sais rien. Mais cette promesse avait créé un espoir chez les militants et chez les étrangers. Raison de plus, pour nous, pour continuer notre travail de terrain. »

C. A.



(Photo Eric Estrada)

Ce « Ayrault » de la résistance

Ça tangué à Matignon ! Le Premier ministre est impopulaire chez les Français, contesté dans son propre camp et nullement aidé par le chef de l'État

Jean-Marc Ayrault est un peu à l'image de son projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, il a du mal à décoller. Dans l'esprit des socialistes, y compris des députés, c'est un pilote qui bat de l'aile, et sa cote de popularité dans l'opinion s'apparente à une chute libre. Mais Ayrault est résistant. Dans ces mêmes colonnes, Alain Minc lui a délivré un brevet de lucidité et a prédit qu'il serait son propre successeur à Matignon. Il faut admettre que dans les élanements de dissension voire de discorde qui traversent la majorité, au gouvernement comme au Parlement, le Premier ministre fait la preuve de son habileté diplomatique de médiateur.

Défaut d'envergure

L'opposition le scande, certains socialistes le chuchotent : Jean-Marc Ayrault en chef de gouvernement, c'est une erreur de casting.

L'appréciation est injuste. Certes, ce fils de couturière n'a pas pour la fonction la taille patron, davantage le doigt sur la couture dans le droit fil de ce que tisse l'Élysée. S'il n'avait pas

été un soutien inconditionnel de la première heure, celle où Hollande comptait pour du petit-beurre dans les sondages de la présidentielle, Martine Aubry lui aurait été à coup sûr préférée. Il fait donc figure de deuxième choix. Mais qui peut assurer qu'une forte tête de la gauche dogmatique, telle qu'apparaît la maire de Lille, n'aurait pas été emportée par le blizzard de la rigueur ?

Alors oui, Jean-Marc Ayrault souffre d'un défaut d'envergure. Il a singulièrement manqué de fermeté face aux dérapages successifs de ses ministres : autorisation de forages en Guyane (Nicole Bricq), dépénalisation du cannabis (Vincent Peillon et Cécile Duflot), extension de la redevance aux ordinateurs (Aurélié Filipetti), absence de réaction au reproche les yeux dans les yeux d'Arnaud Montebourg de gérer la France comme le conseiller municipal de Nantes. L'affaire Cahuzac aurait pu gommer en grande partie cette impression si on lui avait donné l'opportunité, légitime en tant qu'autorité directe de tutelle sur le ministre du Budget, d'annoncer des mesures fortes en faveur de la transparence et de la moralisation de la vie publique. Même en présentant des controverses, y compris au sein de sa ma-

jorité parlementaire, François Hollande s'est privé du rôle d'arbitre pour s'exposer sur le devant de la scène. Ainsi, sans le dire explicitement, le président de la République a fait de son Premier ministre une sorte de collaborateur...

Le germain cousin

S'il renvoie l'image d'un homme austère, distant et manquant de charisme, Jean-Marc Ayrault n'est pas pour autant assis sur un siège éjectable, alors même que la logique d'un remaniement ministériel paraît inéluctable. D'abord, parce qu'il est d'une fidélité à toute épreuve vis-à-vis de François Hollande et qu'il endossera, le moment venu, le rôle de fusible dans le silence et la soumission. Ensuite, parce qu'il est clairvoyant, comme l'admet Alain Minc, il a le sens de l'État, il est courageux pour impulser et assumer une politique de lutte contre les déficits publics et d'augmentation des impôts, bien qu'il sous-estime l'importance stratégique d'une bonne communication, et il a le goût de la modération et du compromis.

Enfin, le Premier ministre est germanophone et ce n'est pas une mince qualité au moment où plusieurs éminences grises du PS et pas des moindres (Claude Bartolone, Jean-Christophe Cambadélis, François Rebsamen entre autres) veulent ériger un mur avec Berlin et la politique européenne d'Angela Merkel. Face aux attaques au vitriol, matérialisées par un texte qui sera soumis à la convention du parti le 16 juin prochain, il s'est fendu d'un Tweet pour célébrer dans la langue de Goethe l'amitié franco-allemande. Mais être confiné à la fonction de « voix de son maître » à l'intérieur et de « deutsche gramophone » à l'international ne suffit pas. Après un apprentissage difficile, Jean-Marc Ayrault devra désamorcer les grenades dégroupillées que sont le chômage (l'avenir des emplois exige plus de témérité que les emplois d'avenir), la refondation de l'école, le logement (une promesse de 500 000 par an) et, plus encore, la réforme casse-gueule de la retraite. Une fois ces orages traversés, il sera alors temps pour François Hollande de lui dire au revoir. Auf Wiedersehen.

JEAN-MARC RAFFAELLI
jmrffaelli@nicematin.fr



(Photo Reuters)

Ils rêvent de le remplacer et d'intégrer le gouvernement...

Les mauvais sondages et les embûches aiguissent les ambitions au PS. Les élus de la majorité comme les dirigeants du parti, de plus en plus critiques envers Jean-Marc Ayrault, piaffent aux portes de Matignon. À commencer par Claude Bartolone. Le président de l'Assemblée nationale n'hésite plus à dénoncer les choix politiques et économiques du Premier ministre,

réclamant un sursaut et se voyant déjà l'incarner. Sans le claironner, Manuel Valls (Intérieur), Michel Sapin (Travail) et Laurent Fabius (Affaires Étrangères) se verraient bien succéder à l'ancien maire de Nantes. Au nom de l'expérience bien sûr... Martine Aubry, pressentie en début de mandat, s'imaginerait également occuper le poste pour répondre à la

demande criante des électeurs d'une politique de gauche plus affirmée. Mais François Hollande pourrait faire un autre choix et privilégier la société civile en nommant à Matignon un chef d'entreprise reconnu, expert en crises mais/et moins politique. Le chef de l'État devra aussi régler deux autres délicates questions : que faire de ses proches

(Ségolène Royal, François Rebsamen, André Vallini...) à qui il a promis un retour sur la scène nationale et qui ne l'imaginent pas autrement ; et quel sort réserver aux ministres actuellement en poste dans l'hypothèse d'un gouvernement resserré et plus expérimenté ? Les discussions vont être à l'ordre du jour...

OLIVIER BISCAVE

Le club des quinze

par
**Philippe
Bouvard**

Il y a ceux qui se détachent, en paroles ou en actes. Ceux dont on attendait beaucoup... à tort. Et ceux qui... qui font quoi, déjà? Regard caustique de notre éditorialiste sur quinze ministres



La photo de famille des trente-huit ministres et ministres délégués du gouvernement Ayrault II, avant le départ de Jérôme Cahuzac.

(Photo Reuters)

Ils décrochent la mention passable

■ **Laurent Fabius** (le plus expérimenté et le plus riche). Chaque fois qu'une de nos ambassades flambe à l'étranger, il réalise la performance d'arriver sur les lieux presque en même temps que les pompiers.

■ **Christiane Taubira**. Ses réformes ont été contestées, mais pas une éloquence qui est parvenue à émouvoir jusqu'à ceux

qui n'ont pas voté comme elle le souhaitait.

■ **Manuel Valls**. Il a courageusement payé de sa personne. On l'a beaucoup vu sur la Canebière à Marseille et sur le cours Napoléon à Ajaccio au lendemain d'un attentat et à la veille d'un règlement de comptes. Ses propos virils contre la délinquance lui garantissent, tant qu'il n'aura pas remplacé Jean-

Marc Ayrault à Matignon, quelques sympathisants de droite.

■ **Alain Vidalies**. Chargé des relations avec le Parlement, il est intervenu plusieurs fois sur les radios à 8 heures du matin pour assurer que les députés socialistes qui dormaient encore étaient toujours regroupés derrière le Président. La voix est bonne et la

maîtrise de la phrase parfaite : un nom, un verbe, un compliment.

■ **Marisol Touraine**. Aux Affaires sociales, elle a fait entendre la voix du cœur et de la raison, et justifié sa tutelle de la Santé par celle de son patrimoine. Et a poussé l'honnêteté jusqu'à s'abstenir de prétendre que le trou de la Sécu serait comblé d'ici 2017.

Ils ne sont pas très brillants...

■ **Pierre Moscovici**. Ayant quatre ministres délégués à sa botte, il a plus de soucis que les autres. D'autant qu'à Bercy où il siège, les couloirs sont tellement longs que l'information interne circule difficilement. Ainsi a-t-il découvert, après tous les Français et en même temps que le président de la République, le passé litigieux de Jérôme Cahuzac, son voisin de bureau.

■ **Arnaud Montebourg**. Il n'a pas son

pareil pour occuper le terrain sur lequel sont construites les usines qui ferment. Sa collection de repreneurs fantômes fait déjà autorité dans les milieux spirites. Ses solutions durent généralement ce que dure la rose qu'il fête chaque année dans sa bonne ville de Frangy-en-Bresse.

■ **Vincent Peillon**. Dit l'agité de la rue de Grenelle. Son cerveau fume en permanence. Il sort chaque matin une nouvelle idée

de son cartable. Il est parvenu plusieurs fois à faire l'unanimité des enseignants, des parents et des élèves.

■ **Fleur Pellerin**. Elle s'est définitivement fanée le jour où elle a déclaré qu'à sa connaissance, aucun Français n'avait organisé son exil fiscal à l'étranger. Sans doute une erreur de casting, car son patronyme la prédisposait davantage à être ministre des Cultes, de la même façon qu'il eut été

plus avisé de confier la Marine à Delphine Batho plutôt qu'à Jean-Yves Le Drian.

■ **Cécile Duflot**. Chargée de l'Egalité des logements, elle a fait merveille puisqu'à en croire la statistique, les Français disposent de moins de mètres carrés que voilà dix ans. L'apparition de sa robe à fleurs a donné l'impression aux députés, interdits de vacances en juillet, de batifoler dans les prés.

De qui parle-t-on exactement ?

■ **George Pau-Langevin**. Affectée à la Réussite éducative, elle n'a pas réussi à faire son trou dans le gruyère ministériel. N'en aura pas moins droit, et à vie – sans doute au prochain remaniement – au titre enviable d'« ancien ministre ».

■ **Valérie Fourneyron**. Avec elle, les Sports et la Jeunesse sont rentrés dans l'om-

bre et ont disparu des gazettes. Sans doute a-t-il manqué à cet ancien médecin de l'équipe nationale de volley-ball de n'avoir pas glané, comme ses prédécesseurs, de médaille olympique, et de ne s'être distinguée que lors de la course aux législatives de 2012.

■ **Pascal Canfin**. Logé au Quai d'Orsay, il travaille au Développement. Sans que

personne puisse préciser lequel. Il n'en dispose pas moins d'un beau bureau donnant sur la Seine, d'une limousine avec chauffeur et de neuf collaborateurs.

■ **Hélène Conway-Mouret**. Responsable des Français de l'étranger, elle doit passer son temps à les visiter, puisque personne ne la connaît à Paris.

■ **Geneviève Fioraso**. Ministre déléguée à la Recherche. S'il s'agit de celle de la notoriété, c'est raté.

■ Mention spéciale à **Jean-Marc Ayrault**, le plus terne des Premiers ministres, pour avoir traité de « minable » Gérard Depardieu, le plus flamboyant de nos acteurs.

Hollande sous les traits de

Dans *Moi, Président*, le dessinateur niçois et la chef du service politique de France Info dessinent un portrait nuancé du locataire de l'Élysée. On y croise les fantômes de Mitterrand et de Bérégovoy...



Moi, Président
de Faro
et Marie-Eve
Malouines.
Editions Jungle
(54 pages ;
11,95 € ; sortie le 15 mai)

Le dessinateur niçois Faro (collaborateur notamment de *France-Football* et de *Nice-Matin*) et Marie-Eve Malouines, chef du service politique de France Info, signent une BD sur la première année de présidence de François Hollande. Entre travail d'enquête et trouvailles narratives – François Mitterrand et Pierre Bérégovoy y sont représentés, l'un en ange cynique, l'autre bienveillant –, l'album raconte douze mois d'apprentissage du pouvoir. Il dessine aussi un portrait nuancé, ni tendre, ni à charge, du chef de l'État,

Pourquoi une BD sur Hollande ?

Faro : Un paradoxe m'intéressait. Comment ce personnage visiblement déterminé, qui n'a pas pu arriver là par hasard, peut aussi être décrit comme « mou », sans autorité. Au départ, je pensais parler seulement des années à l'ENA et de la promotion Voltaire dont sont issus beaucoup de collaborateurs de Hollande. J'avais aussi le concept des deux « anges » Mitterrand et Bérégovoy. J'en ai parlé à Marie-Eve, qui a aimé le concept.

Vous mélangez enquête et fiction...

Marie-Eve Malouines : Certains confrères politiques font de la BD pour raconter ce qu'ils ne peuvent pas dans leurs articles, pour se venger de leur frustration. Ce n'est pas moi. Ça m'a intéressé d'utiliser des éléments de fiction pour raconter autrement certaines choses de la vie politique. Je me base sur des éléments auxquels j'ai assisté ou que l'on m'a rapportés. Faro et moi y avons apporté notre interprétation.
Faro : Marie-Eve, qui connaît très bien François Hollande – elle a écrit un livre sur lui (*) – construisait l'histoire. Moi, je rajoutais des petits gags, des petites piques au fil de son récit.



Faro et Marie-Eve Malouines

François Hollande fait-il un bon personnage de BD ?

M.-E. M. : J'ai essayé de raconter le quotidien d'un président. C'est quelqu'un qui arrive au pouvoir avec une aspiration, des idéaux forgés au cours de sa jeunesse. Il se rend compte que c'est plus compliqué que ce qu'il imaginait. Qu'à vouloir être trop normal, il n'est pas pris au sérieux. Il ne perçoit pas forcément ce qui cloche tout de suite. Dans l'album, un dialogue avec « DSK » va lui faire prendre conscience de certaines choses...

Êtes-vous surpris par la dureté des commentaires sur François Hollande, qui bat aussi des records d'impopularité ?

Faro : On est au milieu d'une crise très grave. Moi qui vis en Espagne, je peux en parler... Ceci dit, ça ne m'intéressait pas de charger le trait. Je ne prends pas parti politiquement. J'avais la même ligne à l'époque de Sarkozy.

M.-E. M. : François Hollande est dans une situation difficile. Il a pris des premières mesures sans résultat. Et il y a clairement un gros problème avec le parti et le groupe à l'Assemblée. Il n'est pas relayé, ne parvient pas à imposer son autorité.

Hollande peut parfois paraître naïf...

M.-E. M. : Il a un côté naïf mais peut aussi se montrer manipulateur, comme le montre par exemple le passage avec Montebourg (ci-contre).

Comme dans l'album, le fantôme de Mitterrand plane-t-il sur l'Élysée

M.-E. M. : François Hollande n'y pense peut-être pas tant que ça. Mais les journalistes font le parallèle tout le temps : c'est le premier socialiste au pouvoir depuis, il y a pris aussi le virage de l'austérité... Les parlementaires y font aussi référence, ils disent que Mitterrand n'aurait jamais toléré ça. Alors oui, ça plane quelque part...

**PROPOS RECUEILLIS
PAR FLAVIEN PLOUZENNEC**



Valérie Trierweiler : home tweet home

Difficile de considérer la première dame comme l'atout majeur du président. Depuis l'affaire Falorni-Royal, elle multiplie les faux pas et exaspère les Français. Il va falloir faire des efforts pour les reconquérir !



(Photo Reuters)

En sa qualité de journaliste indépendante, elle était censée courir après eux mais, dans les faits, elle a été dépassée par les événements. Valérie Trierweiler a d'abord feint la naïveté de croire qu'une fois son compagnon élu à l'Élysée, elle pourrait continuer à exercer, de manière plutôt brillante d'ailleurs, son métier d'observatrice des tribulations politiques de son pays. Son esquisse, ensuite, pour basculer dans la chronique culturelle a fait long feu. Elle s'est enfin résignée à troquer la plume contre le masque vénitien de première Dame. Au bout d'un an, sa mue semble achevée, mais l'initiation a été douloureuse pour elle et pour son entourage.

La Roche(lle) Tarpéienne

Son travail, grâce auquel elle avait fait la rencontre de François Hollande il y a une dizaine d'années, l'avait naturellement amenée à pondre des centaines d'articles, à écrire des milliers de phrases. Mais la notoriété, mondiale, elle l'atteint en écrivant seulement vingt-deux mots. C'est le 12 juin 2012, à 11 h 56 précisément. Valérie Trierweiler pense mettre les pendules à l'heure en adressant sur Twitter ses encouragements au socialiste Olivier Falorni, candidat dissident à La Rochelle opposé à Ségolène Royal, ex-épouse, rivale et qui, dans cette élection législative, affiche déjà la mine défaite. Un geste irrépressible, inimaginable, cruellement humain. C'est *Les feux de l'amour* à l'Élysée, un acte choral de tragédie grecque qui lui vaut la comparaison osée avec Médée par un éditorialiste américain de renom. Plusieurs mois plus tard, elle reconnaît publiquement son erreur, mais le mal est fait et il est durable. Au-delà de la consternation du moment et de la réputation nocive qu'elle se donne de marâtre, Valérie Trierweiler a offert sur un plateau des éléments à charge dans le procès en faiblesse fait régulièrement à François Hollande.

Happée par le déchaînement médiatique, elle s'enferme dans le reniement de son amour viscéral pour

le journalisme. Elle rumine le bide commercial de son bouquin sur les coulisses de la campagne, porte plainte contre la presse peuple qui l'exhibe en maillot de bain sur la plage de Brégançon (excepté *Paris-Match* son employeur), assigne en justice ses deux confrères, Christophe Jakubyszyn et Alix Bouilhaguet, auteurs de *La Frondeuse*, qui lui prêtent une ancienne relation avec le député UMP Patrick Devedjian, et finit par cette confiance à Canal Plus : « J'ai remplacé la lecture des journaux par le sport, et je vis beaucoup mieux ». François aussi, sans doute...

La reconquête humanitaire

Ses rares immixtions dans les débats de société ne sont guère plus heureuses, comme lorsqu'elle milite en faveur du « mariage pour tous »... sauf pour elle. Alors, elle se reconstruit patiemment une image plus flatteuse en s'engageant utilement dans diverses causes humanitaires. Elle affiche son ambition de devenir ambassadrice de l'égalité des chances, reprend le flambeau de Danielle Mitterrand à la tête de sa fondation, visite les enfants démunis d'Algérie et de Kinshasa, s'implique dans l'aide aux familles concernées par la trisomie 21. Des causes qui ont leur effet.

Valérie Trierweiler n'est pas une star de la Fashion week comme l'était sa prédécesseuse, mais elle est intelligente, cultivée, et a épousé le profil d'une femme à l'élégance discrète louée lors des voyages officiels en Russie, en Inde et en Chine. Que l'héritier d'une grande enseigne alimentaire la poursuive pour « recel de détournement de fonds » au motif que la compagne présidentielle bénéficie du personnel élyséen aux frais du contribuable, est assez révélateur du ressentiment qu'elle suscite. Mais il est moins hasardeux de miser sur sa capacité à surmonter les épreuves que sur celle de « l'homme de sa vie » à inverser la courbe du chômage.

JEAN-MARC RAFFAELLI
jmraffaelli@nicematin.fr

Stéphane Bern : « Elle est un atout pour lui »

Qui de mieux que l'animateur radio, spécialiste des têtes couronnées, fin observateur des mœurs de notre époque pour analyser le style de la première Dame? Le sémillant « fou du roi » de France Inter, depuis passé sur RTL, a accepté de jouer le jeu pour notre titre et de décrypter Valérie Trierweiler, avec son regard éternellement décalé et bienveillant.

■ Valérie Trierweiler atout ou handicap pour Hollande?

« C'est plutôt un atout. D'abord parce que c'est une femme intelligente. Mais aussi parce qu'un président amoureux est toujours plus serein qu'un président qui a des difficultés dans sa vie personnelle. On l'a vu avec Nicolas Sarkozy, lorsque, avant de rencontrer Carla Bruni, Cecilia était partie. On a constaté les désordres que ça pouvait engendrer. C'est une grande

journaliste qui écrit très bien. Elle a une vision. Dans la crise que nous vivons, n'importe quel président serait en délicatesse avec sa cote de popularité. François Hollande a besoin d'être aidé, secondé de s'appuyer sur l'épaule de quelqu'un de solide. »

■ Une référence historique?

« Je n'ai pas d'éléments de comparaison car c'est une situation inédite. C'est la première fois qu'une femme de président n'est pas mariée au président. Elle n'est pas favorite ni concubine, elle est la compagne. C'est un statut tout à fait respectable, un signe de modernité. »

■ Première Dame, hobby ou fonction?

« Je serais pour une réforme du système. Une première Dame a visiblement un rôle important à jouer en France. C'est un job à plein-temps.



Stéphane Bern analyse le style de la première Dame pour nos lecteurs.

(Photo Franz Chavaroc)

Il faudrait créer un véritable statut de première Dame de France. »

■ Le style?

« C'est un être humain avec ses forces et faiblesses. Elle n'a pas mesuré au début l'ampleur de la tâche. À part des princesses préparées depuis le sérail, qui peut dire qu'on a été préparé à un tel job, à une telle pression médiatique? Sans compter que la presse ne lui fait pas de cadeaux parce qu'elle est journaliste. Elle a commis des maladresses, des péchés de jeunesse mais on lui a fait de mauvais procès. Je l'ai rencontrée plusieurs fois, elle a beaucoup de classe, d'allure, elle dégage beaucoup de choses sympathiques. »

■ Le look?

« Quand je la vois je la trouve très élégante. Une élégance qui n'est pas ostentatoire, discrète, de bon goût. Et une élégance à petit prix.

C'est-à-dire avec des marques françaises, mais de prêt-à-porter. Elle pourrait se faire prêter des robes de grand couturier mais elle ne le fait pas. Elle est dans le bon ton. Elle n'essaye pas de jouer au mannequin. Carla Bruni a été mannequin, elle est extraordinaire. Mais Valérie Trierweiler n'a rien à lui envier. Elle est ravissante. »

■ Des conseils à lui donner?

« Non car elle se débrouille très bien. Elle élève trois enfants de manière admirable. Elle a pris en main des associations, des fondations. Elle est au rendez-vous des visites d'État. On l'a vue en Inde, en Chine, recevant le président italien. Elle joue parfaitement son rôle de première Dame, même s'il n'est pas écrit dans la Constitution. »

PROPOS RECUEILLIS
PAR GREGORY LECLERC